



ECOSOC

United Nations Economic and Social Council

TAKING ACTION TO IMPROVE LIVES

[English version](#)

The ECOSOC Ad Hoc Advisory Group on Haiti Expresses its Solidarity Towards Haiti During the COVID-19 Pandemic

United Nations, New York, 8 May 2020

Further to an extraordinary meeting of the ECOSOC Ad Hoc Advisory Group on Haiti held on April 29th to discuss the evolving situation in Haiti in light of the COVID-19 outbreak, the Group expresses its concern that least developed countries such as Haiti will be disproportionately affected given the weak health infrastructure and underlying social and economic inequalities characterizing these countries. The COVID-19 pandemic is expected to deepen the humanitarian, human rights and economic crisis in Haiti and to exacerbate existing vulnerabilities, pushing more people into poverty in a country where 6 million people are already living below the poverty line.

The Group is further concerned that, unless adequately managed, the COVID-19 health emergency, and its socio-economic impact, could become a humanitarian catastrophe, threatening to unravel some of the hard-won development and security gains achieved in the past decade and a half in Haiti. Forty per cent of the country's population is now food insecure, making Haiti among the ten most food insecure countries in the world. With schools closed, some 300,000 children are now left without their daily school meal, putting them at serious risk of stunted growth. The onset of the hurricane season from June through November 2020 could further compound existing challenges. The Group is also concerned that the impact of the COVID-19 pandemic could further erode confidence of Haitians in their national institutions, exacerbate political and social tensions, prompt human rights violations and be a factor leading to renewed violence and increased security challenges.

The Group underscores that, while immediate action is needed to address Haiti's health and humanitarian needs, efforts should also be pursued to continue promoting sustainable development and building the country's resilience to future shocks. The Group welcomes the prompt measures taken by the Government of Haiti, whose overall responsibility and accountability remain essential in addressing the crisis, including the setting up of a multidisciplinary scientific committee and a multisectoral commission to assist the Ministry of Public Health and Population in managing the pandemic as well as the development of the COVID-19 health response plan.

The Group further welcomes the efforts by the United Nations Country Team and the United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) to support the Haitian Government in addressing the socio-economic, humanitarian and security implications of the COVID-19 crisis, particularly

efforts to enhance coordination and coherence of humanitarian action, sustainable development and peacebuilding efforts.

Stressing that the COVID-19 global crisis requires global response and solidarity, the Ad Hoc Advisory Group on Haiti requests the United Nations, Member States, donors, International Financial Institutions, and all stakeholders to act together with determination and urgency to prevent and respond to the spread of COVID-19 and to mitigate its humanitarian and socio-economic consequences. The Group calls upon all actors to ensure a rapid, safe, full and unhindered humanitarian access which is more necessary than ever to facilitate the response to the pandemic. The Group also urges support for Haiti's COVID-19 Response Plan led by the Ministry of Public Health and Population and calls upon Member States to contribute to the Humanitarian Response Plan (HRP) for Haiti as well as to the UN Global Humanitarian Response Plan for COVID-19.

The Group remains actively seized of the situation and will continue to monitor developments closely.

The Ad Hoc Advisory Group on Haiti is composed of Argentina, the Bahamas, Belize, Benin, Brazil, Canada (Chair), Chile, Colombia, El Salvador, France, Haiti, Mexico, Peru, Spain, Trinidad and Tobago, the United States of America and Uruguay to the United Nations. The President of ECOSOC is an ex officio member of the Group. It was initially formed in 1999 and its mandate is to follow closely and provide advice on the long-term development strategy of Haiti.



ECOSOC

United Nations Economic and Social Council

TAKING ACTION TO IMPROVE LIVES

[Version française](#)

Le Groupe consultatif ad hoc de l'ECOSOC sur Haïti exprime sa solidarité envers Haïti pendant la pandémie COVID-19

Nations unies, New York, 8 mai 2020

Suite à une réunion extraordinaire du Groupe consultatif ad hoc de l'ECOSOC sur Haïti, qui s'est tenue le 29 avril dernier pour discuter de l'évolution de la situation en Haïti à la lumière de l'épidémie de la COVID-19, le Groupe exprime sa préoccupation quant au fait que les pays les moins avancés tel qu'Haïti seront touchés de manière disproportionnée étant donné la faiblesse des infrastructures sanitaires et les inégalités sociales et économiques sous-jacentes qui caractérisent ces pays. La pandémie de la COVID-19 devrait aggraver la crise humanitaire, économique et des droits de l'homme en Haïti et exacerber les vulnérabilités existantes, poussant davantage de personnes dans la pauvreté dans un pays où 6 millions de personnes vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté.

Le Groupe est en outre préoccupé par le fait que, si elle n'est pas correctement gérée, l'urgence sanitaire liée à la COVID-19, et son impact socio-économique, pourraient devenir une catastrophe humanitaire, menaçant de réduire à néant certains des gains durement acquis en matière de développement et de sécurité au cours des quinze dernières années en Haïti. Quarante pour cent de la population du pays est aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire, ce qui place Haïti parmi les dix pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde. Avec la fermeture des écoles, quelque 300 000 enfants sont désormais privés de leur repas scolaire quotidien, ce qui les expose à un grave risque de retard de croissance. Le début de la saison des ouragans, de juin à novembre 2020, pourrait agraver encore les problèmes existants. Le Groupe craint également que l'impact de la pandémie de la COVID-19 n'érode davantage la confiance des Haïtiens dans leurs institutions nationales, n'exacerbe les tensions politiques et sociales, ne provoque des violations des droits de la personne et ne soit un facteur de recrudescence de la violence et d'augmentation des problèmes de sécurité.

Le Groupe souligne que, si une action immédiate est nécessaire pour répondre aux besoins sanitaires et humanitaires d'Haïti, il convient également de poursuivre les efforts pour continuer à promouvoir le développement durable et à renforcer la résilience du pays face aux chocs futurs. Le Groupe se félicite des mesures rapides prises par le gouvernement haïtien, dont la responsabilité globale et l'obligation de rendre compte restent essentielles pour faire face à la crise, notamment la mise en place d'un comité scientifique multidisciplinaire et d'une commission multisectorielle

pour aider le ministère de la santé publique et de la population à gérer la pandémie, ainsi que l'élaboration du plan d'intervention sanitaire de la COVID-19.

Le Groupe se félicite en outre des efforts déployés par l'équipe-pays des Nations Unies et le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) pour aider le gouvernement haïtien à faire face aux conséquences socio-économiques, humanitaires et sécuritaires de la crise de la COVID-19, en particulier les efforts visant à renforcer la coordination et la cohérence de l'action humanitaire, du développement durable et des efforts de consolidation de la paix.

Soulignant que la crise mondiale de la COVID-19 exige une réponse et une solidarité mondiales, le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti demande aux Nations Unies, aux États membres, aux donateurs, aux institutions financières internationales et à toutes les parties prenantes d'agir ensemble avec détermination et urgence pour prévenir la propagation de la COVID-19, y répondre et en atténuer les conséquences humanitaires et socio-économiques. Le Groupe appelle tous les acteurs à assurer un accès humanitaire rapide, sûr, complet et sans entrave, ce qui est plus nécessaire que jamais pour faciliter la réponse à la pandémie. Le Groupe apporte également son soutien au plan d'intervention COVID-19 pour Haïti, dirigé par le ministère de la santé publique et de la population, et appelle les États membres à contribuer au plan de réponse humanitaire (PRH) pour Haïti ainsi qu'au plan global de réponse humanitaire des Nations unies pour la COVID-19.

Le Groupe reste activement saisi de la question et continuera à suivre de près l'évolution de la situation.

Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti est composé de l'Argentine, des Bahamas, du Belize, du Bénin, du Brésil, du Canada (présidence), du Chili, de la Colombie, du Salvador, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, d'Haïti, du Mexique, du Pérou, de Trinidad et Tobago et de l'Uruguay auprès des Nations unies. Le président de l'ECOSOC est membre de droit du Groupe. Il a été initialement créé en 1999 et son mandat est de suivre de près et de fournir des conseils sur la stratégie de développement à long terme d'Haïti.



ECOSOC

United Nations Economic and Social Council

TAKING ACTION TO IMPROVE LIVES

Versión en español

El Grupo Asesor Especial sobre Haití del ECOSOC expresa su solidaridad hacia Haití durante la pandemia COVID-19

Naciones Unidas, Nueva York, 8 de mayo de 2020

A raíz de una reunión extraordinaria del Grupo Asesor Especial sobre Haití del ECOSOC (Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas, por sus siglas en inglés) celebrada el 29 de abril, para discutir la evolución de la situación en Haití a la luz del brote de COVID-19, el Grupo expresa su preocupación porque los países menos desarrollados como Haití se verán afectados de manera desproporcionada debido a una débil infraestructura de salud y a las desigualdades sociales y económicas subyacentes. Se espera que la pandemia de COVID-19 profundice la crisis humanitaria, de derechos humanos y económica en Haití y exacerbe las vulnerabilidades existentes, empujando a más personas a la pobreza en un país donde 6 millones de personas ya viven por debajo del umbral de pobreza.

Al Grupo le preocupa además que, a menos que se gestione adecuadamente la emergencia sanitaria de COVID-19 y su impacto socioeconómico, podría convertirse en una catástrofe humanitaria, amenazando con desentrañar algunos de los avances en desarrollo y seguridad obtenidas con tanto esfuerzo en la última década y media en Haití. El 40% de la población del país se encuentra en inseguridad alimentaria, lo que posiciona a Haití entre los diez países con mayor inseguridad alimentaria del mundo. Con las escuelas cerradas, unos 300,000 niños se quedan ahora sin su comida escolar diaria, lo que los pone en grave riesgo de retraso en el crecimiento. El inicio de la temporada de huracanes desde junio hasta noviembre de 2020 podría agravar aún más los desafíos existentes. Al Grupo también le preocupa que el impacto de la pandemia de COVID-19 pueda erosionar aún más la confianza de los haitianos en sus instituciones nacionales, exacerbar las tensiones políticas y sociales, provocar violaciones de derechos humanos y ser un factor que conduzca a una violencia renovada y mayores desafíos de seguridad.

El Grupo subraya que, si bien se necesitan medidas inmediatas para abordar las necesidades humanitarias y de salud de Haití, también se deben realizar esfuerzos para continuar promoviendo el desarrollo sostenible y fortalecer la capacidad de recuperación del país ante futuras crisis. El Grupo acoge con beneplácito las rápidas medidas adoptadas por el Gobierno de Haití, cuya responsabilidad y rendición de cuentas generales siguen siendo esenciales para abordar la crisis, incluida la creación de un comité científico multidisciplinario y una comisión multisectorial para ayudar al Ministerio de Salud Pública y Población para enfrentar la pandemia, así como el desarrollo del plan de respuesta de salud COVID-19.

El Grupo acoge con beneplácito los esfuerzos realizados por el Equipo País de las Naciones Unidas y la Oficina Integrada de las Naciones Unidas en Haití (BINUH) para apoyar al Gobierno de Haití a abordar las implicaciones socioeconómicas, humanitarias y de seguridad de la crisis del COVID-19, en particular los esfuerzos para mejorar la coordinación y coherencia de la acción humanitaria, el desarrollo sostenible y los esfuerzos de consolidación de la paz.

Subrayando que la crisis global de COVID-19 requiere una respuesta global y solidaridad, el Grupo Asesor Especial sobre Haití *solicita* a las Naciones Unidas, los Estados Miembros, los donantes, las instituciones financieras internacionales y todos los interesados que actúen juntos con determinación y urgencia para prevenir y responder la propagación de COVID-19 y mitigar sus consecuencias humanitarias y socioeconómicas. El Grupo hace un llamado a todos los actores para garantizar un acceso humanitario rápido, seguro, completo y sin obstáculos, necesario hoy más que nunca para facilitar la respuesta a la pandemia. El Grupo solicita apoyo para el Plan de Respuesta COVID-19 de Haití dirigido por el Ministerio de Salud Pública y Población y hace un llamado a los Estados Miembros para que contribuyan al Plan de Respuesta Humanitaria (HRP) para Haití, así como al Plan de Respuesta Humanitaria Global de la ONU para COVID- 19.

El Grupo sigue ocupándose activamente de la situación y continuará siguiendo de cerca su evolución.

El Grupo Asesor Especial sobre Haití está compuesto por las misiones de Argentina, Bahamas, Belize, Benín, Brasil, Canadá (Presidente), Chile, Colombia, El Salvador, Francia, Haití, México, Perú, España, Trinidad y Tobago, Estados Unidos de América y Uruguay ante las Naciones Unidas. El Presidente de ECOSOC es miembro *ex officio* del Grupo. Inicialmente, se formó en 1999 y su mandato es seguir de cerca y brindar asesoramiento sobre la estrategia de desarrollo a largo plazo de Haití.